

**Cadre réservé à l’administration**

**Tiers :**

**Direction : Sports / MDCS**

DEMANDE DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE   
AU TITRE DES ASSOCIATIONS SPORTIVES

*(Loi du 1er juillet 1901 et en conformité avec le Code du Sport)*

**CONTRATS D’objectifs**

**des COMITÉS SPORTIFS DÉPARTEMENTAUX**

**ANNÉE 2019**

**Nom de la structure :**

**N° Siret :**   
**(Numéro de référence auprès de l’INSEE, 14 caractères).**

**N° d’agrément du Ministère des Sports :**

**Le dossier est à retourner impérativement au plus tard le vendredi 30 novembre 2018**

**(cachet de la poste faisant foi) par courrier à l’attention de :**

**Monsieur le Président du Conseil départemental de l’Essonne**

**Direction des sports  
Hôtel du Département  
Boulevard de France  
91012 EVRY CEDEX**

**ou par courriel à l’adresse mentionnée ci-dessous :**

[**mdcs@cd-essonne.fr**](mailto:mdcs@cd-essonne.fr)

|  |
| --- |
| **SOUTIEN AUX COMITÉS SPORTIFS DÉPARTEMENTAUX** |

|  |
| --- |
| **1 – CONTEXTE DU DISPOSITIF** |

**Les ORIENTATIONS** pour une nouvelle politique sportive répondant aux enjeux de développement du territoire sont ainsi les suivantes :

* Le Département se positionne comme animateur du territoire. Il souhaite asseoir sa politique sportive en associant les acteurs du territoire tant au niveau de l’élaboration que de la mise en œuvre des dispositifs. Ainsi, le Département se positionne comme animateur territorial de la politique sport. Il sera le réceptacle et le lieu de capitalisation des expertises et des expressions des acteurs du sport mais aussi des professionnels de santé et des potentiels bailleurs de fonds privés. Le Département se veut aussi initiateur et assembleur pour de nouveaux partenariats innovants dans les territoires,
* La politique sportive départementale plus optimisée, visible et simplifiée,
* Le financement des associations sportives et des comités sportifs départementaux sont davantage diversifiés (mécénat, autres collectivités…).

|  |
| --- |
| **2 – MODALITÉS DU DISPOSITIF** |

**Préambule**

Conformément au règlement budgétaire et financier de la collectivité, toute structure qui perçoit une aide financière du Conseil départemental doit notamment s’engager à respecter les obligations fixées par le Département en termes d’affichage et de communication. Ainsi, chaque partenaire doit assurer la visibilité du Département sur ses supports d’information, de promotion et de communication. La chartre graphique du logo du Département doit être scrupuleusement respectée dans toutes ses indications.

Le bénéficiaire devra en justifier aux services départementaux par la transmission de tout support ad hoc.

En cas de non-respect de ces obligations, le Département se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention et de demander le reversement de tout ou partie des financements déjà accordés.

De plus, la subvention pourra être réduite en cas de trésorerie excédent régulièrement les besoins de l'association sportive ou du comité sportif, sauf si elle est constituée en vue d'un projet d'investissement dûment programmé.

**Objectif du dispositif :**

Le dispositif est destiné à :

- Favoriser l’organisation, la promotion et l’animation des disciplines sportives en Essonne,

- Responsabiliser les comités sportifs départementaux en tant que chef de fil de l’action des fédérations sportives au niveau du territoire,

- Réaffirmer la place et le rôle des comités sportifs départementaux comme des acteurs sportifs majeurs du territoire devant s’impliquer, de manière concrète, dans des actions en réponse aux nouveaux enjeux sociétaux auxquels le sport peut permettre de répondre ou auxquels il peut contribuer.

**Bénéficiaires :**

Sont éligibles au présent dispositif les comités sportifs départementaux.

**Critères d’éligibilité :**

- Le siège social du comité sportif départemental est situé en Essonne.

- Les comités sportifs départementaux sont affiliés à une Fédération sportive nationale unisport (olympique, paralympique ou non olympique), multisports, affinitaires, sport scolaire agréées par le Ministère des Sports.

- L’intervention départementale pourra s’articuler à travers un ensemble d’aides participant au développement des disciplines sportives dans toute leur diversité, en veillant au nécessaire lien entre la pratique sportive de haut niveau, celle du plus grand nombre et l’accès au sport pour tous.

- Le comité sportif devra accueillir et faciliter l’accueil dans les clubs des jeunes dans le cadre du dispositif tremplin citoyen.

- Le comité sportif doit intégrer une des catégories définies ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Objet principal** | **Disciplines** |
| **Catégorie 1**  comités unisport olympiques  et paralympiques | Permettre au sportif d’atteindre le plus haut niveau de performance avec participation aux Jeux Olympiques et Paralympiques et aux grandes compétitions nationales, internationales | athlétisme, aviron, badminton, baseball, softball et cricket, basket-ball, boxe anglaise, canoë-kayak, cyclisme, équitation, escrime, football, golf, gymnastique, haltérophilie, handball, handisport, hockey, judo-jujitsu et disciplines associées, karaté et disciplines associées, lutte, montagne et escalade, natation, rugby taekwondo et disciplines associées, sports de glace, tennis, tennis de table, tir, tir à l'arc, triathlon, voile, volley-ball |
| **Catégorie 2**  comités unisport  non olympiques | Permettre au sportif d’atteindre le plus haut niveau de sa performance avec participation aux grandes compétitions nationales, internationales | aéromodélisme, aéronautique, aïkido et budo, billard, savate-boxe française et disciplines associées, course d'orientation, cyclotourisme, danse, jeu d’échecs, études et sports sous-marins, football américain, karting, motocyclisme, pêche sportive, pétanque et jeu provençal, randonnée pédestre, roller sports, rugby à XIII, spéléologie, squash, sports de contacts, twirling bâton, vol à voile, vol libre |
| **Catégorie 3**  comités multisports, affinitaires  et sport scolaire | Permettre à tout un chacun de pratiquer une activité physique et sportive multisports | aïkido, aïkibudo et affinitaires, CDOS, clubs omnisports, éducation physique et de gymnastique volontaire (EPGV), entraînement physique dans le monde moderne (sport pour tous), retraite sportive, sport travailliste (FFST), sport en milieu rural, fédération sportive et culturelle de France (FSCF), fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), médaillés jeunesse et sports, union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP), sport d'entreprise, sport adapté, sport universitaire (FFSU), Union nationale du sport scolaire (UNSS), union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) |
| **Catégorie 4**  comités spécifiques | Projet sportif territorial concordant avec les compétences du Département et/ou participant largement à la mise en œuvre des nouveaux axes stratégiques de l’action départementale | Disciplines : étude spécifique du Département. Le comité devra s’inscrire dans une des priorités définies par le Département |
| À NOTER : Les comités nouvellement créés pourront être affectés, après examen, dans l'une des catégories 1 à 3 selon leur objet principal et la nomenclature du ministère des sports. | | |

**Modalités de l’aide départementale :**

**Généralités**

* **Mise en place d’un contrat d’objectifs** entre le Département et le Comité sportif départemental établi sur la base d’un projet sportif territorial de la discipline sportive qui tient compte des logiques de fonctionnement et des ambitions sportives de développement pour le territoire.
* **Le soutien départemental au projet sportif territorial du comité pourra se traduire par :**

- Une aide au fonctionnement et aux actions régulières, répondant aux missions fédérales réglementaires des disciplines

- Une aide aux projets spécifiques visant à soutenir des actions novatrices et exceptionnelles, particulièrement efficaces ou à forte valeur ajoutée pour le territoire et sa population.

* **Aide au fonctionnement et aux actions régulières**

L’aide au fonctionnement et aux actions régulières peut être attribuée aux comités sportifs départementaux inscrits dans les catégories 1, 2, 3 et 4

* ***Comités catégorie 1 et 2***
* Ceux-ci pourront prétendre à une aide calculée au regard du nombre de licenciés (l’année sportive précédente fait référence). Le montant du point par licencié est fixé à 4 €,
* Un plancher de la subvention est établi à 1 500 €. Dans le cas où la subvention plancher de 1 500 € s’élèverait à plus de 30 % du montant du compte de résultat de l’année précédente, le montant de la subvention plancher de 1 500 € est conservé,
* L’aide au fonctionnement et aux actions régulières est plafonnée à 30 000 €. Le taux d’intervention départemental ne pourra pas dépasser 30 % du montant du compte de résultat certifié de l’année précédente.
* ***Comités de catégorie 3***
* Ceux-ci feront l’objet d’une étude spécifique compte tenu de leur particularité et au regard de la demande du comité sur les actions régulières et réglementaires. Le montant du soutien sera étudié au regard de la demande de la structure.
* L’aide au fonctionnement et aux actions régulières est plafonnée à 30 000 €. Le taux d’intervention départemental ne pourra pas dépasser 30 % du montant du compte de résultat certifié de l’année précédente.
* ***Comités de catégorie 4***
* Le montant du soutien sera étudié au regard de la demande de la structure,
* Le taux d’intervention départemental ne pourra pas dépasser 50 % du montant du compte de résultat certifié de l’année précédente.
* **Aide aux projets spécifiques**

L’aide aux projets spécifiques vise à soutenir des actions novatrices et/ou exceptionnelles, particulièrement efficaces ou à forte valeur ajoutée pour le territoire et sa population.

* **Les actions doivent s’inscrire dans les domaines suivants :**
* L’animation territorialisée à destination des jeunes et des publics éloignés de la pratique sportive,
* La féminisation du sport,
* La compétition – l’accès au haut-niveau des jeunes,
* L’emploi et la formation professionnalisante des métiers du sport,
* Le développement du sport en milieu scolaire,
* L’organisation de manifestations sportives pour tous, éco responsable.

- Le montant du soutien est étudié au regard de la demande de la structure. L’aide sera plafonnée à 30 % du coût prévisionnel du projet validé par le Département.

- Le comité sportif départemental reconduisant chaque année un projet identique sans évolution notable ne peut prétendre à un soutien départemental plus de 2 années consécutives.

- Quelques soient les actions proposées, il est précisé que chacune d’entre-elle doit s’inscrire dans un territoire identifié et présenter une forme partenariale avec les acteurs du territoire concerné.

* **- Les comités sportifs départementaux doivent s’engager à respecter les critères suivants :**
* Développer des actions de pratique partagée valides – handicapés en partenariat avec les comités handisport et de sport adapté dans le cadre d’une convention de coopération avec ces deux structures,
* Définir et mettre en œuvre un plan de féminisation de la discipline où la proportion de licences féminines est inférieure à 50 %,
* Favoriser le développement d’actions sportives dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les territoires ruraux du Sud-Essonne.

**L’aide consolidée attribuée par le Département à la réalisation du projet sportif territorial  
pourra faire l’objet :**

* d’une baisse de 5 % de la subvention globale du Département par critère non respecté pour les comités bénéficiant d’une aide égale ou supérieure à 30 000€,
* d’une baisse de 5 % de la subvention globale du Département si aucun des critères n’est respecté pour les comités bénéficiant d’une aide inférieure à 30 000€.

**Une évaluation des projets retenus au contrat d’objectifs est effectuée en fin d’année**.

**L’évaluation conditionne le renouvellement du contrat pour l’année suivante.**

|  |
| --- |
| **3 – TABLEAU DE SYNTHÈSE DES ACTIONS ÉLIGIBLES AU TITRE DE LA NOUVELLE POLITIQUE SPORTIVE** |

* **AIDE AU FONCTIONNEMENT ET AUX ACTIONS RÉGULIÈRES**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **FICHE**  **À REMPLIR** | **CATÉGORIE**  **ÉLIGIBLE** | **OBJECTIFS DE L'AIDE DÉPARTEMENTALE** | **MODALITÉS DE L'AIDE DÉPARTEMENTALE** |
| **N°1** | **Catégorie 1**  comités unisport  olympiques  et paralympiques | ⇨ Aide au développement, à l'organisation  et à la promotion des disciplines unisport olympiques et paralympiques | Des missions sont affectées de façon réglementaire aux comités sportifs départementaux (sélection, organisation des championnats départementaux, formations des arbitres, cadres, éducateurs, police des règlements, animations fédérales etc..).  Elles ne relèvent pas d'une logique projet mais d'un fonctionnement régulier. Ces missions sont clairement reconnues par le Conseil départemental. Elles donnent lieu à l'octroi d'une aide forfaitaire fixée en fonction du nombre de licences fédérales délivrées (l’année sportive précédente fait référence). |
| **Catégorie 2**  comités unisport  non olympiques | ⇨ Aide au développement, à l'organisation  et à la promotion des disciplines unisport  non olympiques |
| **N°2** | **Catégorie 3**  comités multisports, affinitaires  sport scolaire | ⇨ Aide au développement, à l'organisation  et à la promotion des disciplines multisports,  affinitaires et du sport scolaire (USEP, UNSS, FFFSU) | La particularité de cette catégorie donne lieu à une étude spécifique compte tenu des particularités des disciplines multisports, affinitaires et du sport scolaire. La demande de soutien sera étudiée au regard de la sollicitation du comité sportif concernant les actions régulières et réglementaires |
| **N°3** | **Catégorie 4**  Comités  spécifiques | ⇨ Aide au projet fédéral des comités sportifs en articulation avec les compétences départementales et/ ou avec les 5 axes de la nouvelle politique sportive (soutenir le "sport pour tous", encourager et promouvoir "le sport de haut-niveau", accompagner les acteurs du sport, développer le "sport santé et de bien-être", animer le territoire par le développement du "sport nature") | La particularité de cette catégorie donne lieu à une aide spécifique au développement, à l'organisation et à la promotion de la discipline dont le projet sportif est concordant avec les compétences du Département et/ou participant largement à la mise en œuvre des nouveaux axes stratégiques de l’action départementale en matière sportive |

* **AIDE AUX PROJETS SPÉCIFIQUES**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **FICHE**  **À REMPLIR** | **CATÉGORIE ÉLIGIBLE** | **OBJECTIFS DE L'AIDE DÉPARTEMENTALE** | **MODALITÉS DE L'AIDE DÉPARTEMENTALE** |
| **N°4** | **Catégorie**  **1 2 3 4** | ⇨ Aide à la réalisation de projets spécifiques novateurs et exceptionnels, particulièrement efficaces ou à forte valeur ajoutée pour le territoire et sa population | Le Conseil départemental renforce son rôle de partenaire en attribuant des aides supplémentaires autours des axes suivants :  ⇨L’animation territorialisée à destination des jeunes et des publics éloignés de la pratique sportive  ⇨ La féminisation du sport  ⇨ La compétition – l’accès au haut-niveau des jeunes  ⇨L’emploi et la formation professionnalisante des métiers du sport  ⇨ Le développement du sport en milieu scolaire  ⇨ L’organisation de manifestations sportives pour tous éco responsable |

|  |
| --- |
| **4 – DÉCLARATION D'ENGAGEMENTS** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **FICHE**  **À REMPLIR** | **CATÉGORIE**  **CONCERNÉE** | **MODALITÉS D'ENGAGEMENTS** | |
| **N°5** | **Catégorie**  **1 2 3 4** | Déclaration d’engagements  mettant en œuvre les orientations départementales | Le Conseil départemental conditionne le contrat d’objectifs des comités sportifs départementaux au respect des engagements suivants :  ⇨ Public jeune  Accueillir et faciliter l’accueil dans les clubs des jeunes dans le cadre du dispositif tremplin citoyen.  ⇨ Public des personnes en situation de handicap  Développer des actions de pratique partagée valides – handicapés en partenariat avec les comités handisport et de sport adapté dans le cadre d’une convention de coopération avec ces deux structures,  ⇨Public féminin  Définir et mettre en œuvre un plan de féminisation de la discipline où la proportion de licences féminines est inférieure à 50 %  ⇨Public issu de territoires dits « prioritaires »  Favoriser le développement d’actions sportives dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les territoires ruraux du Sud-Essonne. |

|  |
| --- |
| **PIÈCES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE** |
| **Pour être recevable, votre demande de subvention doit impérativement être accompagnée des pièces suivantes** |
| **PIÈCES** **OBLIGATOIRES À FOURNIR POUR TOUTE DEMANDE** *(lors de la constitution de votre 1er demande dans le cadre de la campagne de subvention 2019) :*   * Le présent dossier dûment complété * Le procès-verbal intégral de la dernière Assemblée Générale signé par le Président comportant :   - Le rapport moral  - Le rapport d’activité  - Le rapport financier daté et signé par le Président et le Trésorier *(Précisant que le soutien départemental a été engagé en dépenses de fonctionnement)*  - Le rapport du vérificateur ou du commissaire aux comptes *(Lorsque l’association perçoit un financement d’une autorité administrative d’au moins 153 000 € par an ou au moins 153 000 € de dons annuels ouvrant droit à avantage fiscal pour leurs donateurs et/ou dans le cas où la convention de financement conclue avec l’association percevant une subvention comprend une clause imposant la nomination d’un commissaire aux comptes).*   * La copie des comptes 2017-2018 ou 2018 datés et signés par le Président et le Trésorier.   (document indispensable pour le traitement de votre dossier).   * Le budget prévisionnel 2018-2019 ou 2019 daté et signé par le Président et le Trésorier. * Le Relevé d’Identité Bancaire ou Postal établi au nom de la structure. Le RIB doit mentionner l’adresse du siège social ou la mention « Chez Monsieur » ou « Chez Madame » suivi de l’adresse postale.   **SEULEMENT EN CAS DE CHANGEMENT OU DE 1ère DEMANDE :**   * Le récépissé de déclaration à la Préfecture ou Sous-Préfecture * La copie de l’extrait de publication au Journal Officiel * Les statuts signés par le Président * La composition du Conseil d’administration ou du Bureau avec nom et fonction des membres et coordonnées du Président * L’avis de situation au répertoire SIREN de l’INSEE :   Pour obtenir l’Avis de situation au répertoire SIREN de l’INSEE, se rendre sur :  [**http://avis-situation-sirene.insee.fr**](http://avis-situation-sirene.insee.fr)  Adresse : INSEE CENTRE, 131 rue du Faubourg Bannier 45034 Orléans cedex 1  Tél. : 02.38.69.52.52  Site Internet : [**http://www.insee.fr**](http://www.insee.fr) |

|  |  |
| --- | --- |
| **PRÉSENTATION DU COMITÉ SPORTIF DÉPARTEMENTAL** | |
| **ADRESSE DU  SIEGE SOCIAL** | **Adresse :**  **Code postal :**  **Commune :**  **Téléphone :**  **Email :**  **Site Internet :** |
| **ADRESSE DE CORRESPONDANCE** (si différente du siège social) | **Adresse :**  **Code postal :**  **Commune :** |
| **IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT LÉGAL DE LA STRUCTURE** (Président, si différent : autre personne désignée par les statuts) | **Nom :**  **Prénom :**  **Adresse:**  **Code postal :**  **Commune**  **Téléphone :**  **Email :** |
| **PERSONNE À CONTACTER (secrétaire, trésorier…)** | **Nom :**  **Prénom :**  **Fonction :**  **Téléphone : Email :** |
| **AUTRE PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL** | **Si oui, précisez lequel** (service du Conseil départemental comme la Maison des Solidarités ou le Domaine départemental de Chamarande, Centre de ressources départemental de la vie associative, matériel réformé, formation…) : |

|  |
| --- |
| **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT  LES ADHÉRENTS ET LES RESSOURCES HUMAINES** |
| |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | |  | **TOTAL** | **COMPOSITION** | | | **AGE** | | | | | **Femmes** | **Hommes** | **Personnes en situation de handicap** | **0 à 16 ans** | **17 à 25 ans** | **26 à 60 ans** | **Plus de 60 ans** | | **Nombre d'adhérents de la structure** |  |  |  |  |  |  |  |  | | **Nombre de licenciés (loisirs et compétition) affiliés à une fédération sportive** |  |  |  |  |  |  |  |  | | **Nombre de membres au Conseil d'administration** |  |  |  |  |  |  |  |  | | **Nombre de membres au Bureau** |  |  |  |  |  |  |  |  | | **Nombre de bénévoles - hors dirigeants - (1)** |  |  |  |  |  |  |  |  | | **Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé / ETPT (2)** |  |  |  |  |  |  |  |  |   (1) Personne contribuant régulièrement à l’activité de votre structure de manière non rémunérée. (2) Les ETPT correspondent aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail. A titre d’exemple, un salarié en CDI dont la quotité de travail est de 80% sur toute l’année correspond à 0,8 ETPT, un salarié en CDD de 3 mois, travaillant à 80% correspond à 0,8x3/12 soit 0,2 ETPT. |

**COTISATIONS**

Proposez-vous une cotisation préférentielle pour des publics spécifiques (demandeurs d’emploi bénéficiaires des minimas sociaux, personnes en situation de handicap, personnes bénéficiant du sport sur ordonnance…) ?

* OUI
* NON

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **BUDGET PRÉVISIONNEL DE LA STRUCTURE  ANNÉE \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | | | |
| **DEPENSES** | **Prévision en euros** | **RECETTES** | **Prévision en euros** |
| **60 - Achats** |  | **70 - Ventes de produits finis, prestations de services** |  |
| Achats d'études et de prestations de services |  | Marchandises |  |
| Achats non stockés de matières et fournitures (alimentation…) |  | Prestations de services |  |
| Fournitures non stockables (eau, énergie) |  | Produits des activités annexes |  |
| Fournitures administratives |  | **74 - Subventions d'exploitation** |  |
| Fournitures d'entretien et de petit équipement |  | Etat (à détailler) |  |
| Autres fournitures |  |  |  |
| **61 - Services extérieurs** |  |  |  |
| Sous-traitance générale |  | Région (à détailler) |  |
| Locations mobilières et immobilières |  |  |  |
| Entretien et réparation |  | Département (à détailler) |  |
| Assurances |  |  |  |
| Documentation |  | Commune (s) |  |
| Divers |  | Intercommunalité(s) |  |
| Formations |  |  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  | Organismes sociaux |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  |  |  |
| Publicité, publications |  |  |  |
| Déplacements, missions et réceptions |  | Fonds européens |  |
| Frais postaux et télécommunication |  |  |  |
| Services bancaires |  | Agence de service et de paiement (ex. : CNASEA emplois aidés) |  |
| Divers |  |  |  |
|  |  | Autres établissements publics |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | Aides privées |  |
| Impôts et taxes sur rémunérations |  |  |  |
| Autre impôts et taxes |  |  |  |
| **64 - Charges de personnel** |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |
| Rémunération du personnel |  | Cotisations |  |
| Charges sociales |  | Autres |  |
| Autres charges de personnel |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **65 - Autres charges de gestion courante** |  | **77 - Produits exceptionnels** |  |
| **66- Charges financières** |  | Sur opérations de gestion |  |
| **67 - Charges exceptionnelles** |  | Sur exercices antérieurs |  |
| **68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements** |  | **78 - Reprise sur amortissements, provisions et fonds dédiés** |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| **86 - Emploi des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| Secours en nature |  | Bénévolat |  |
| Mise à disposition gratuite des biens et prestations |  | Prestations en nature |  |
| Personnes bénévoles |  | Dons en nature |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| Excédent | € | Perte de l’exercice | € |
| Fonds de réserve de l’association | € |  | € |

Signatures du Président et du Trésorier

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **COMPTE DE RÉSULTAT DE LA STRUCTURE  ANNÉE \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | | | |
| **DEPENSES** | **Prévision en euros** | **RECETTES** | **Prévision en euros** |
| **60 - Achats** |  | **70 - Ventes de produits finis, prestations de services** |  |
| Achats d'études et de prestations de services |  | Marchandises |  |
| Achats non stockés de matières et fournitures (alimentation…) |  | Prestations de services |  |
| Fournitures non stockables (eau, énergie) |  | Produits des activités annexes |  |
| Fournitures administratives |  | **74 - Subventions d'exploitation** |  |
| Fournitures d'entretien et de petit équipement |  | Etat (à détailler) |  |
| Autres fournitures |  |  |  |
| **61 - Services extérieurs** |  |  |  |
| Sous-traitance générale |  | Région (à détailler) |  |
| Locations mobilières et immobilières |  |  |  |
| Entretien et réparation |  | Département (à détailler) |  |
| Assurances |  |  |  |
| Documentation |  | Commune (s) |  |
| Divers |  | Intercommunalité(s) |  |
| Formations |  |  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  | Organismes sociaux |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  |  |  |
| Publicité, publications |  |  |  |
| Déplacements, missions et réceptions |  | Fonds européens |  |
| Frais postaux et télécommunication |  |  |  |
| Services bancaires |  | Agence de service et de paiement (ex CNASEA emplois aidés) |  |
| Divers |  |  |  |
|  |  | Autres établissements publics |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  | Aides privées |  |
| Impôts et taxes sur rémunérations |  |  |  |
| Autre impôts et taxes |  |  |  |
| **64 - Charges de personnel** |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |
| Rémunération du personnel |  | Cotisations |  |
| Charges sociales |  | Autres |  |
| Autres charges de personnel |  | **76 - Produits financiers** |  |
| **65 - Autres charges de gestion courante** |  | **77 - Produits exceptionnels** |  |
| **66 - Charges financières** |  | Sur opérations de gestion |  |
| **67 - Charges exceptionnelles** |  | Sur exercices antérieurs |  |
| **68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements** |  | **78 - Reprise sur amortissements, provisions et fonds dédiés** |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| **86 - Emploi des contributions volontaires en nature** |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |
| Secours en nature |  | Bénévolat |  |
| Mise à disposition gratuite des biens et prestations |  | Prestations en nature |  |
| Personnes bénévoles |  | Dons en nature |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| Excédent | € | Perte de l’exercice | € |
| Fonds de réserve de l’association | € |  | € |

Signatures du Président et du Trésorier

**RÈGLEMENT DE LA COMMUNICATION**

***Le demandeur d’une subvention auprès du Département de l’Essonne s'engage :***

***ARTICLE 1 : Appui moral et financier***

A faire mention de l'appui moral et financier du Département dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, radio, télévisée ou sur Internet.

Le logo du Département est disponible en suivant ce lien : <http://www.essonne.fr/outils/logos/>

***ARTICLE 2 : Logo et matériel de communication du Département***

A faire paraître le logo du Département de l'Essonne sur les affiches, flyers, bandeaux, billetterie, invitations, site Internet…

Le matériel de communication devra impérativement figurer sur les lieux de manifestations sportives subventionnées par le Département.

***ARTICLE 3 : Litiges***

Le Département se réserve le droit de réclamer les sommes versées si les conditions précitées ne sont pas respectées.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, s’applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d’accès et de rectification, pour les données vous concernant, auprès des services départementaux.

**COMMUNICABILITE**Je, soussigné(e),……………………………………………………………………………. représentant légal de la structure, autorise le Département de l’Essonne à diffuser une présentation de ma structure, hors données budgétaires, notamment sur le portail Internet du Conseil départemental.

Je, soussigné(e) , représentant légal de la structure, certifie :

**❒** Que la structure est régulièrement déclarée à la Préfecture et qu’elle est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants,

**❒** Exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subvention déposé auprès d’autres financeurs publics ainsi que l’approbation du budget par les instances statutaires.

**❒** J’ai pris connaissance de l’article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui donne au Conseil départemental un pouvoir de contrôle sur l’association et du texte de la Loi du 6 février 1992 qui fixe les conditions d’une publication des comptes en annexe du compte administratif du Conseil départemental.

**❒** J’ai pris connaissance et applique le règlement de la communication (pièce jointe).

***NOM ET CACHET DU COMITÉ SPORTIF DÉPARTEMENTAL***

Fait à …………………………………..

Le : …......./………../………..

Signature de la Présidente, du Président